



Communiqué de presse

Rennes, Paris, Accra, Londres, Washington, le 3 décembre 2004

L'eau des Ghanéens : une « affaire » internationale

Face à la réforme du secteur de l'eau au Ghana encouragée par la Banque mondiale, un réseau d'appui international se mobilise aux côtés de la Coalition ghanéenne contre la privatisation de l'eau. La Banque et le gouvernement du Ghana ont signé un accord de prêt qui prévoit de confier la gestion de l'eau dans les principales villes à une multinationale, sans même écouter la voix des citoyens ghanéens, ni se pencher sur les options de gestion publique envisageables. Peuples Solidaires et les Amis de la Terre (France), ainsi que le World Development Movement (Grande-Bretagne) et Public Citizen (Etats-Unis) ont engagé des actions simultanées pour interpeller la Banque mondiale et faire pression sur les compagnies.

La Banque mondiale a accordé au Ghana un prêt de 103 millions de dollars pour que les principaux centres urbains du pays soient désormais alimentés par un opérateur privé du Nord. Aux yeux de la société civile ghanéenne, cette décision implique de graves menaces liées aux prix et à la qualité de l'eau. Mais surtout, la coalition ghanéenne dénonce un processus de réforme totalement opaque qui a ignoré avec acharnement les demandes et inquiétudes exprimées haut et fort par la société civile du Ghana.

Face à cette absence flagrante de dialogue, la National Coalition Against Privatization (NCAP) a recherché le soutien de partenaires internationaux pour faire pression sur la Banque mondiale et les entreprises susceptibles de répondre à l'appel d'offre prévu pour le premier semestre 2005. Le réseau de soutien international a décidé d'engager des actions simultanées dans les pays concernés.

Aux Etats-Unis, l'organisation Public Citizen, qui anime la Water for all Campaign, a réuni plus de 330 signatures d'organisations pour une lettre ouverte à la Banque mondiale et aux dirigeants d'entreprises.

En Grande-Bretagne, l'ONG anglaise World Development Movement se charge de porter le message à la firme anglaise Biwater.

En France, Peuples Solidaires et les Amis de la Terre lancent une campagne de mobilisation dans leurs réseaux. Plusieurs milliers de citoyens vont notamment écrire aux multinationales françaises Véolia (ex-Vivendi Environnement), Suez (Lyonnaise des Eaux) et Saur (Bouygues) pour leur demander de ne pas s'engager dans un projet qui menace les droits économiques sociaux et culturels du peuple ghanéen.

Il s'agit maintenant de voir si les opérateurs de l'eau vont accepter d'entendre le message qui leur est adressé avec insistance, ou s'ils vont opter pour une politique de l'autruche leur permettant de décrocher le contrat sans se soucier de la volonté des principaux intéressés...

Contacts presse :

Majda Bouchanine, Les Amis de la Terre : 01 48 51 18 95 - 2B rue Jules Ferry, 93 000 Montreuil
E-mail : majda.bouchanine@amisdelaterre.org www.amisdelaterre.org

Jean-Paul Arpi, Peuples Solidaires : 02 99 30 60 53 – 10 Quai de Richemont, 35000 Rennes
Tél. : 02 99 30 60 53 / Fax : 02 99 30 39 30 – E-Mail : reseau-solidarite@peuples-solidaires.org